



ALTERNATIVE Police CFDT  
47-49 avenue Simon BOLIVAR 75019 PARIS  
☎ : 01.80.49.66.87 - ✉ : [secretariat@alternativepn.fr](mailto:secretariat@alternativepn.fr)  
[www.alternativepn.fr](http://www.alternativepn.fr)

Paris, le 27 février 2024

# Communiqué

## de presse

### Contrôles d'identité, formation, missions Une enquête orientée à charge contre les Policiers ?

**Alternative Police a pris connaissance de l'enquête conduite à la demande de la défenseure des droits, madame Claire HEDON.**

**Alternative Police dénonce** une enquête à charge, partielle et orientée contre la police nationale

**Alternative Police affirme** que cette enquête est conduite dans le seul but du projet de la défenseure des droits pour la création d'un récépissé d'un contrôle d'identité.

**Alternative Police met en garde** sur cette volonté dogmatique d'imposer un récépissé de contrôle d'identité qui, en cas de mise en œuvre, ne pourra pas faire l'économie de la création d'un fichier ethnique comme au Royaume-Uni et qu'une enquête ethno-raciale sur les auteurs d'agression contre les forces de sécurité, en particulier, et la population en général, devra être réalisée !

En outre, **Alternative Police rappelle** que l'efficacité des contrôles d'identité ne porte pas tant sur la lutte contre la consommation de cannabis, mais bien plus sur la lutte contre le trafic des stupéfiants. Contrôler les consommateurs c'est perturber les points de deals avec un renforcement depuis quelques semaines d'opérations répressives contre les dealers appelés « place nette ».

Sur la formation, la lutte contre les discriminations fait partie de la scolarité des policiers avec notamment l'intervention d'associations. Pour le reste, on ne devient pas policier pour être sociologue, assistant social ou encore licencié en droit économique. Sur la question des droits des réfugiés et des étrangers qui est bien du ressort du ministère de l'Intérieur, il ne relève pas pour autant des policiers, mais des préfetures et plus particulièrement de l'OFPPA.

À propos de la désescalade de la violence, désormais inscrite dans le schéma national du maintien de l'ordre, elle ne concerne qu'environ 15% des forces de sécurité (CRS, CSI, CI, BRAV-M, Gendarmes mobiles) et ne nécessite pas sa généralisation, auprès de tous les policiers.

**Alternative Police invite madame HEDON** à venir plusieurs jours sur le terrain aux côtés des policiers dans des quartiers particulièrement difficiles pour se rendre compte qu'elle est à mille lieues de notre réalité et pourra constater que la désescalade de la violence n'est possible que par l'usage de la force légitime.

En conclusion, **Alternative Police considère** que ce « sondage » est approximatif, insincère et n'a aucune valeur probante alors qu'il a été conduit auprès de seulement 1631 agents des forces de sécurité soit 0,6% des 245000 policiers et gendarmes actifs. De plus, il a été réalisé avec une proportion de 60% de gendarmes (976) contre 40% de policiers (655) alors que 85% de la délinquance et de la criminalité sont constatées et traitées en zone Police. De surcroît, l'affectation inconnue des sondés peut largement biaiser le résultat de cette enquête.